RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie et des finances

Décret n° 2017-..... du 2017

relatif aux modalités d'établissement des procédures de recueil des signalements émis par les membres des personnels ou des collaborateurs extérieurs et occasionnels des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat.

NOR : ECFM1702990D

Publics concernés : personnes morales de droit public ou de droit privé d'au moins cinquante agents ou salariés, administrations de l'État, communes de plus de 10 000 habitants, départements et régions et les établissements publics en relevant ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Objet : conditions suivant lesquelles sont établies les procédures de recueil des signalements que doivent établir les personnes morales de droit public ou de droit privé d'au moins cinquante agents ou salariés, les administrations de l'État, les communes de plus de 10 000 habitant, les départements et les régions ainsi que les établissements publics en relevant et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitant, à l'attention des membres de leur personnel ou des collaborateurs extérieurs et occasionnels qui souhaitent procéder à une alerte éthique.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le premier jour du sixième mois suivant sa publication.

Notice : chaque organisme détermine l'instrument juridique le mieux à même de répondre à l'obligation d'établir une procédure de recueil des signalements et l'adopte conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui le régisse. Pour les administrations de l'Etat, la procédure de recueil des signalements est créée par voie d'arrêté.

Les organismes peuvent prévoir de n'établir qu'une seule procédure commune à plusieurs d'entre eux sous réserve d'une décision concordante des organes compétents de chacun des organismes concernés. Il peut en être ainsi, notamment, dans les groupes de sociétés ou entre les établissements publics rattachés ou non à une même personne morale. Un arrêté du ministre compétent peut également créer une procédure commune à des services placés sous son autorité et à des établissements publics placés sous sa tutelle.

Ces organismes sont tenus de désigner un référent qui peut être interne à l'organisme ou extérieur. Les référents déontologues pourront exercer cette fonction. Dans tous les cas, le référent doit disposer d'une capacité suffisante pour traiter le signalement.

Les procédures mises en œuvre doivent faire l'objet d'une publicité adéquate afin de permettre aux personnels et aux collaborateurs extérieurs et occasionnels d'en avoir une connaissance suffisante.

Au même titre que l'article 167 de la loi du 9 décembre 2016 qui prévoit l'application de l'article 8 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, le présent décret est rendu applicable dans ces mêmes territoires. Les dispositions du décret s'appliquent également dans les collectivités d'outre-mer soumises au principe d'identité législative : Guadeloupe, en Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Références : le présent décret est pris en application de l'article 8 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4122-10,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code du travail,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 25 I 4°,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 28 bis, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, notamment son article 8,

Vu l'avis du Conseil commun de la fonction publique du 2017,

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction militaire du 2017,

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes du 2017,

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective du 25 janvier 2017,

Le Conseil d'Etat (section) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Cadre juridique de la procédure de recueil des signalements

I. - Les personnes morales de droit public ou de droit privé d'au moins cinquante agents ou salariés, les communes de plus de 10 000 habitants, les départements et les régions ainsi que les établissements publics en relevant et les établissements publics à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants établissent les procédures de recueil des signalements conformément aux dispositions législatives ou réglementaires applicables à l'instrument juridique qu'ils adoptent.

II. - Dans les administrations centrales, les services à compétence nationale et les services déconcentrés relevant des administrations de l'Etat, et les autorités administratives indépendantes, non dotées de la personnalité morale¹, la procédure de recueil des signalements est créée par arrêté du ou des ministères compétents.

Article 2

Procédures de recueil des signalements communes à plusieurs organismes

Les organismes mentionnés à l'article 1^{er} peuvent prévoir que les procédures de recueil des signalements sont communes à plusieurs d'entre eux.

¹ CE, rapport public 2001, *Les autorités administratives indépendantes*, p. 293.- *Si, bien qu'en principe non dotées de la personnalité juridique, les autorités administratives indépendantes ne sont pas rattachées aux structures hiérarchiques de l'administration centrale, elles n'en sont pas pour autant extérieures à l'État.*

Dans les organismes autres que ceux mentionnés au II de l'article 1^{er}, une procédure commune à plusieurs organismes est établie après décision concordante des organes compétents.

Un arrêté du ou des ministres compétents peut également créer une procédure commune à des services placés sous leur autorité et à des établissements publics placés sous leur tutelle.

Article 3

Modalités de détermination du seuil de 50 salariés

Pour les personnes morales de droit privé, le seuil de cinquante salariés prévu au III de l'article 8 de la loi du 9 décembre 2016 susvisée est déterminé selon les modalités prévues aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 et au premier alinéa de l'article L. 2322-2 du code du travail.

Article 4

Désignation d'un référent

I. - Le référent mentionné au premier alinéa du I de l'article 8 de la loi du 9 décembre 2016 susvisée est une personne appartenant à l'organisme mentionné à l'article 1^{er} du présent décret ou une personne qui lui est extérieure.

Le référent peut être une personne physique ou, quelle que soit sa dénomination, toute entité de droit public ou de droit privé, dotée ou non de la personnalité morale. Le référent et l'ensemble des personnes appelées à connaître du signalement sont soumis aux obligations prévues à l'article 9 de la loi du 9 décembre 2016 susvisée.

II. La procédure de recueil des signalements précise l'identité du référent susceptible de recevoir les alertes et disposant, par sa désignation par les autorités compétentes au sein de l'organisme, de la compétence, de l'autorité et des moyens suffisants à traiter le signalement. Il peut être désigné plusieurs référents.

III. – Les organismes mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisée, au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 susvisée peuvent prévoir que le référent déontologue mentionné à l'article 28 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée exerce les fonctions de référent mentionné au I.

Les organismes dans lesquels est désigné un référent déontologue prévu à l'article L. 4122-10 du code de la défense, peuvent prévoir qu'il exerce les fonctions de référent mentionné au I.

Article 5

Contenu de la procédure de recueil des signalements

I. - La procédure de recueil des signalements précise les modalités selon lesquelles l'auteur du signalement :

- a) adresse son signalement au supérieur hiérarchique, direct ou indirect, à l'employeur ou au référent mentionné à l'article 4 du présent décret,
- b) fournit les éléments de nature à étayer son signalement lorsqu'il dispose de tels éléments,
- c) fournit les éléments nécessaires à son identification.

II. - La procédure précise les dispositions prises par l'organisme :

- a) pour informer l'auteur du signalement de la réception de son signalement, du délai raisonnable et prévisible nécessaire à l'examen de sa recevabilité et des modalités suivant lesquelles il sera informé des suites données à son signalement,
- b) pour garantir la stricte confidentialité de l'auteur du signalement, des faits objet du signalement et des personnes visées, y compris en cas de communication à des tiers dès lors que celle-ci est nécessaire pour les seuls besoins de la vérification du signalement,
- c) pour détruire les éléments constitutifs du dossier de signalement lorsqu'aucune suite n'y a été donnée, ainsi que le délai qui ne peut excéder deux mois à compter de la clôture de l'ensemble des

opérations de recevabilité ou de vérification. L'auteur du signalement et les personnes visées par celui-ci sont informés de cette destruction.

III. – La procédure mentionne l'existence d'un traitement automatisé des signalements répondant aux prescriptions du 4° du I de l'article 25 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée.

Article 6

Publicité de la procédure de recueil des signalements

L'organisme procède à la diffusion de la procédure de recueil des signalements qu'il a établie par tout moyen, notamment par voie de notification, affichage ou publication, dans des conditions propres à permettre à la rendre accessible aux membres de son personnel ou à ses agents, ainsi qu'à ses collaborateurs extérieurs ou occasionnels. Cette information peut être réalisée par voie électronique.

Article 7

Dispositions relatives aux outre-mer

Le présent décret est applicable en Nouvelle Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Pour l'application du présent décret, les références au département et à la région sont remplacées par la référence à la collectivité pour la Guyane, la Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie Française et les îles Wallis-et-Futuna.

Article 8

Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le premier jour du sixième mois suivant sa publication au *Journal officiel*.

Article 9

Le ministre des affaires étrangères et du développement international, la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'économie et des finances, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre de la défense, le garde des sceaux, ministre de la justice, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, la ministre du logement et de l'habitat durable, la ministre de la culture et de la communication, la ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, la ministre de la fonction publique, le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le xx/xx/2017.

BERNARD CAZENEUVE

Par le Premier ministre:

Le ministre de l'économie

et des finances,

MICHEL SAPIN

*Le ministre des affaires étrangères
et du développement international,*

JEAN-MARC AYRAULT

*La ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
chargée des relations internationales
sur le climat,*

SEGOLENE ROYAL

*La ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,*

NAJAT VALLAUD-BELKACEM

*La ministre des affaires sociales
et de la santé,*

MARISOL TOURAINÉ

Le ministre de la défense,

JEAN-YVES LE DRIAN

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*

JEAN-JACQUES URVOAS

*La ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et du dialogue social,*

MYRIAM EL KHOMRI

*Le ministre de l'aménagement du territoire,
de la ruralité et des collectivités territoriales,*

JEAN-MICHEL BAYLET

Le ministre de l'intérieur,

BRUNO LE ROUX

*Le ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt,
porte-parole du Gouvernement,*

STEPHANE LE FOLL

*La ministre du logement
et de l'habitat durable,*

EMMANUELLE COSSE

*La ministre de la culture
et de la communication,*

AUDREY AZOULAY

*La ministre des familles,
de l'enfance
et des droits des femmes,*

LAURENCE ROSSIGNOL

La ministre de la fonction publique,

ANNICK GIRARDIN

*Le ministre de la ville,
de la jeunesse et des sports,*

PATRICK KANNER

La ministre des outre-mer,

ERICKA BAREIGTS